

Le mouvement des « gilets jaunes » reste approuvé par 55 % des Français

<https://elabe.fr/gilets-jaunes-1an-apres/>

Elabe – novembre 2019

Bfm Tv

Un an après le début de la mobilisation, 55% des Français approuvent la mobilisation. Trois Français sur dix portent en revanche un regard négatif

Près d'un an après la première manifestation du 17 novembre 2018, le mouvement des « gilets jaunes » bénéficie du regard positif de 55 % des Français (22 % de soutien et 33 % de sympathie). A l'inverse, 16 % s'y opposent et 13 % affirment y être hostile. 15 % sont indifférents face au mouvement des « gilets jaunes ».

Comparé aux premières semaines de mobilisation lorsque le niveau de soutien oscillait entre 40 % et 50 % et celui de sympathie entre 25 et 30 %, l'accueil positif avait progressivement décliné à partir de fin décembre, pour se stabiliser à environ 20 % de soutien et 30 % de sympathie vers mars/avril 2019.

Sur le long terme, le jugement positif mesuré aujourd'hui est donc globalement inférieur à celui du début du mouvement, mais relativement stable depuis mars/avril 2019

Sur les dernières semaines, à l'approche de l'anniversaire du mouvement et dans un contexte où les mobilisations sociales se multiplient, il semble que le niveau de sympathie progresse sensiblement : + 7 points par rapport à la semaine dernière, et + 12 au total par rapport à début octobre.

Un an après le début du mouvement, ce sont les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, de Marine Le Pen et les abstentionnistes qui portent le plus largement un regard positif à l'égard du mouvement : respectivement 72 % (dont 29 % de soutien), 72 % (dont 41% de soutien) et 62 % (dont 23% de soutien). Ce niveau est de 31 % (dont 13 % soutien) chez les électeurs de François Fillon et de 31 % (dont 4 % de soutien) chez ceux d'Emmanuel Macron.

Les catégories populaires sont 69 % à réserver un accueil positif au mouvement, 52 % parmi les classes moyennes. A l'inverse, « seuls » 41 % des cadres soutiennent ou ont de la sympathie pour le mouvement. Dans les zones rurales et les agglomérations de moins de 100 000 habitants, environ 60 % ont un regard positif sur le mouvement. Il est de 50 % environ dans les grandes villes.

Enfin, 66 % des personnes étant obligées de se restreindre pour boucler leurs fins de mois ont un regard positif sur le mouvement (dont 30 % de soutien). Au contraire, 52 % des personnes n'étant pas contraintes de se restreindre, 52 % ont un regard positif sur le mouvement (dont 19 % de soutien), et auprès des personnes les plus aisées, le niveau est de 41 % (dont 13 % de soutien).

Une partie des Français décrivent un mouvement qui a su « réunir » et suscité l'intérêt pour le débat public. Ils se montrent en revanche dubitatifs sur les résultats du mouvement.

64 % des Français considèrent que la mobilisation des « gilets jaunes » a permis de créer du lien social entre les personnes engagées. Environ un Français sur deux estime également qu'elle a permis aux citoyens de débattre sur les politiques publiques (56 %) et de s'intéresser au rôle et au fonctionnement de l'Etat (47 %).

En revanche, plus de sept Français sur dix jugent que la mobilisation n'a pas permis de faire avancer les choses dans le bon sens concernant le pouvoir d'achat (73 %) ni de faire mieux comprendre à Emmanuel Macron les réalités de la vie quotidienne (71 %).

Concernant les conséquences sur le pouvoir d'achat et la compréhension par Emmanuel Macron du quotidien des citoyens, l'ensemble des électors sont relativement dubitatifs. Seul l'électorat d'Emmanuel Macron se distingue quelque peu : 51 % estiment que le mouvement a permis à Emmanuel Macron de mieux comprendre la réalité de la vie quotidienne et 40 % de faire avancer les choses dans le bon sens concernant le pouvoir d'achat.

Si les personnes soutenant ou ayant de la sympathie pour le mouvement portent un regard globalement plus positif sur le lien social créé et sur l'intérêt pour la « chose publique » que celles en opposition au mouvement, le regard porté sur les conséquences en termes de pouvoir d'achat est en revanche sensiblement le même, quelle que soit la relation au mouvement.

63 % des Français ne souhaitent pas le regain de mobilisation des « gilets jaunes »

Si 37 % souhaitent la reprise et l'amplification de la mobilisation (dont 19 % « tout à fait »), 63 % n'en expriment pas la volonté. Chez les actifs, le souhait de regain du mouvement atteint 42 % (contre 28% chez les retraités), et même 62 % chez les ouvriers.

Les cadres et classes moyennes se montrent quant à eux plus réticents (respectivement 33 % et 29 %). D'un point de vue politique, l'électorat de Marine Le Pen et celui de Jean-Luc Mélenchon sont ceux qui souhaitent le plus largement une reprise et une amplification du mouvement (55 % et 53 %). A l'inverse, 88 % des électeurs d'Emmanuel Macron et 84 % de ceux de François Fillon s'y opposent.

Une nouvelle fois, la grille de lecture des « fins de mois » fait apparaître un net différentiel : 47 % des ceux ayant des fins de mois difficiles souhaitent une reprise de la mobilisation, alors que ce taux atteint 32 % chez ceux parvenant à les finir sans contrainte et 26 % chez les plus aisés.

Pouvoir d'achat et transition écologique : des combats compatibles pour six Français sur dix

61 % des Français jugent que l'amélioration du pouvoir d'achat et l'engagement dans la transition écologique sont des objectifs compatibles. A l'inverse, 29 % pensent qu'il faudrait privilégier le pouvoir d'achat et 10 % la transition écologique.

Le sentiment de compatibilité entre ces deux objectifs est en progression de 8 points par rapport à fin juin 2019. Et cette opinion est globalement tout aussi largement répandue, quels que soient la situation financière ou le rapport avec la mobilisation des gilets jaunes. Seules les personnes les plus en difficulté sont légèrement plus nuancées : 55 % d'entre elles pensent que ces objectifs sont compatibles, 36 % pensent qu'il faudrait privilégier le pouvoir d'achat et 9 % la transition écologique.

Fiche technique

Interrogation Constitution de l'échantillon Mode de recueil et dates de terrain La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Echantillon de 1 004 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Interrogation par Internet les 12 et 13 novembre 2019.